

Relance du plan de contingence du transport scolaire



par **Kristina Brazeau**

[Voir tous les articles de Kristina Brazeau](#)

Article mis en ligne le 18 décembre 2008 à 9:34

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Le plan de contingence du transport scolaire devrait vraisemblablement être relancé si la grève persiste au retour des fêtes, a annoncé le Conseil des écoles publiques de l'Est de l'Ontario (CÉPEO), hier. Une entente a été conclue entre le Syndicat uni du transport et les conseils scolaires de la région d'Ottawa, hier.

Si la grève se poursuit au-delà du 6 janvier, le Conseil mettra de l'avant son plan pour conduire les 3000 élèves présentement touchés par la grève.

Les horaires des écoles secondaires seront donc modifiés pour débiter à 10h et terminer à 16h30.

Les élèves devront se rendre à des points d'embarquements où un autobus scolaire les embarquera. Les élèves et les parents seront informés des points d'embarquement par la voie d'une lettre.

Le Consortium de transport scolaire d'Ottawa assurera la coordination des points d'embarquement et du transport des élèves du palier secondaire.

Entre-temps, d'ici la fin de cette semaine et le 5 janvier 2009, les parents devront continuer à assurer le transport de leur enfant à l'école.

Rappelons que la grève d'OC Transpo n'affecte pas les écoles élémentaires publiques de la région.
(K.B.)

Deuxième défi Techno-Minto



par **Kristina Brazeau**

[Voir tous les articles de Kristina Brazeau](#)

Article mis en ligne le 17 décembre 2008 à 23:59

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Six écoles ont pris part à la deuxième édition du défi Techno-Minto, qui se déroulait vendredi dernier, au Centre professionnel et technique Minto. Les élèves ont reçu une courte formation en construction, électricité et mécanique et devaient ensuite construire une voiture de style boîte à savon. Les voitures étaient évaluées sur le respect des critères d'assemblages, sur la créativité, la sécurité, sur le travail d'équipe ainsi que la vitesse. Une course a eu lieu à la fin de la journée. C'est le centre scolaire catholique Jeanne-Lajoie a remporté le défi.



L'autre syndicat d'OC Transpo sur le point de conclure une entente



par **Kristina Brazeau**

[Voir tous les articles de Kristina Brazeau](#)

Article mis en ligne le 17 décembre 2008 à 23:59

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Tout indique que les 140 superviseurs, employés d'entretien et agents d'application de la loi d'OC Transpo n'iront pas rejoindre les 2300 chauffeurs et répartiteurs sur les piquets de grève. En effet, une entente est sur le point d'être conclue entre la Ville et la section locale 5500 du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP).

Pour le moment, le président du syndicat, Wayne Watts, écarte le scénario d'aller en grève le 23 décembre. La SCFP et la Ville ont conclu une entente préliminaire relativement à un nouveau contrat.

La section locale 5500 du SCFP était sans contrat avec la Ville depuis le 1er avril 2008. Les négociations entre la Ville et le syndicat étaient en cours depuis le mois de septembre.

La SCFP recommandera à ses membres d'accepter l'offre patronale, lundi.

L'entente n'affecte pas l'état actuel des services, paralysés par la grève de la section locale 279 du Syndicat uni du transport.

Question de sécurité

Le maire d'Ottawa, Larry O'Brien, a tenu une nouvelle conférence de presse, mardi, pour rappeler que la Ville veut gérer les horaires de travail de ses employés de la section 279 par mesure de sécurité. Actuellement, certains conducteurs enchaînent deux quarts de travail après une courte pause, travaillant ainsi 22 heures sur 24.

Selon M. O'Brien, des chauffeurs avec moins d'ancienneté sont parfois forcés de prendre un quart de travail très tôt le matin après avoir travaillé très tard la veille, ce qui a pour résultat qu'ils dorment seulement trois heures avant de reprendre le travail.

Le maire souhaite que les conducteurs disposent d'au moins huit heures de repos entre deux quarts de travail, jugeant la situation actuelle non sécuritaire.

Le maire et le directeur général de la Ville n'ont toutefois pas pu indiquer si des accidents étaient survenus relativement au manque de sommeil des chauffeurs.

La gestion des horaires par la Ville permettrait des économies de plus de 3 millions \$ annuellement. La Ville et le syndicat n'arrivent toutefois pas à s'entendre à ce sujet, ce qui constitue le principal point en

litige dans le conflit.

Le syndicat estime que ces changements empêcheraient ses membres de gérer leur propre horaire et d'équilibrer leur vie familiale.

Les 2300 travailleurs sont en grève depuis le 11 décembre dernier. Les négociations sont présentement rompues depuis une semaine, tandis que la grève continue de paralyser la circulation sur tout le territoire de la ville d'Ottawa.

Venus appuyer leurs collègues d'OC Transpo

Des syndiqués de la STO font du piquetage



DOMINIQUE LA HAYE

dlahaye@ledroit.com

Si les employés d'OC Transpo ne semblent pas bénéficier d'un fort appui au sein de la population depuis le déclenchement de la grève, ils peuvent néanmoins compter sur le soutien de leurs confrères de la Société de transport de l'Outaouais (STO).

Les membres de l'exécutif de la section 591 du Syndicat uni des transports (SUT) de la STO ont rejoint leurs confrères d'OC Transpo sur les piquets de grève, hier après-midi, pour les encourager durant leur conflit de travail.

Vers 14 h, les employés de la compagnie gatinoise se sont présentés à l'entrée du garage d'OC Transpo situé sur la rue Belfast à Ottawa, où manifestaient une quinzaine d'employés d'OC Transpo. Ils ont remis au président de la section 279 du SUT d'OC Transpo, André Cornéliier, un chèque de 1000\$ de dons amas-



PATRICK WOODBURY, LeDroit

« Nous sommes venus par solidarité, car nous faisons tous partie de la grande famille de la SUT. Comme chauffeurs d'autobus, nous vivons tous les mêmes affaires », a indiqué le président du syndicat de la STO, Félix Gendron.

sés au sein des employés de la STO, ainsi que des cafés et des beignes aux grévistes.

« Nous sommes venus par solidarité, car nous faisons tous partie de la grande famille de la SUT. Comme chauffeurs d'autobus, nous vivons tous les mêmes

affaires », indique le président du syndicat de la STO, Félix Gendron, qui n'a pas voulu commenter davantage la situation de la grève.

« C'est bien apprécié pour notre fonds de grève, car 1000\$ pour la grandeur de leur section syndi-

cale, c'est très significatif », s'exclame M. Cornéliier qui dit aussi avoir reçu un autre don de syndicat.

Les employés de Gatineau entament pour leur part la période de négociations en vue du renouvellement de leur convention collec-

tive venant à échéance le 31 décembre. « Nous sommes ici pour les appuyer et leur dire que nous sommes là, puis, à un moment donné la balle pour nous revenir », indique l'agent d'affaires à l'entretien de la section 591, Denis Plouffe.

Les grévistes d'OC Transpo comptent faire contrepoids aux arguments du maire d'Ottawa

Le syndicat répondra par la bouche... de son site Internet

DOMINIQUE LA HAYE

dlahaye@ledroit.com

Le syndicat en grève d'OC Transpo est à construire un site Internet, depuis hier, visant à donner sa version des faits et faire contrepoids aux informations que rendent public le maire d'Ottawa et la direction municipale relativement au conflit de travail.

Le site www.ottawatransitstrike.com donnera la réplique du syndicat pour chaque information révélée par la Ville. « Nous pourrions contredire tout ce qui a été dit », indique le président de la section 279 du Syndicat uni des transports (SUT), André Cornéliier, représentant les 2300 employés.

Au moment de mettre sous presse, le site Internet n'était toujours pas activé.

En entrevue avec *LeDroit*, hier, M. Cornéliier s'est montré en accord avec les préoccupations du directeur municipal, Kent Kirkpatrick, et du maire d'Ottawa, Larry O'Brien, relativement à la question de sécurité des

chauffeurs et le manque d'heures de sommeil.

« Quand ça en vient à la question de santé et de sécurité des employés, je suis contre le manque d'heures de sommeil », indique M. Cornéliier.

Le président du syndicat dit avoir lui-même demandé au directeur d'OC Transpo, Alain Mercier, au début des négociations, d'apporter des modifications pour augmenter la sécurité des chauffeurs.

« Nous lui avons dit que nous étions prêts à accepter un minimum de six heures de repos. Les chauffeurs ne pourraient ainsi pas travailler le dimanche soir jusqu'à 2 h du matin et recommencer à 4 h du matin le lundi », précise M. Cornéliier.

Gestion pour la sécurité

M. Kirkpatrick et le maire ont déclaré dans les médias, mardi, que la question de sécurité était une des raisons pour laquelle la Ville veut reprendre le contrôle de la gestion des horaires de travail des employés.

La direction veut ainsi s'assu-

rer que les employés bénéficient d'un minimum de huit heures de repos entre deux journées de travail. Le maire a indiqué que selon la formule actuelle, certains employés comptant le moins d'ancienneté se retrouvent à travailler 22 heures sur 24 en faisant successivement deux quarts de travail de 11 heures.

EN BREF

Réunion extraordinaire convoquée demain

Le maire d'Ottawa, Larry O'Brien, a convoqué une réunion extraordinaire du conseil municipal, à 10 h demain, pour faire une mise à jour de la grève chez les 2300 employés d'OC Transpo de la section 279 du Syndicat uni des transports. Le maire a pris cette décision à la suite d'une rencontre, hier, avec le directeur municipal, Kent Kirkpatrick, et le chef du contentieux. Depuis le déclenchement de la grève, il y a plus d'une semaine, les discussions sont au point mort entre les

Ces employés se retrouvent ainsi à être payés en temps supplémentaire. La Ville a indiqué qu'en reprenant le contrôle des horaires — ce que refuse de lui céder le syndicat — elle économiserait 3,4 millions \$ annuellement.

M. Cornéliier ajoute que le syndicat avait déjà recommandé

à ses membres d'éviter de faire de trop longues journées de travail. « J'ai demandé à mes membres d'essayer de respecter au moins un quatre heures de sommeil entre deux journées sur une base volontaire. Certains des membres n'ont pas suivi la règle et ils ont été retirés de l'horaire par la direction. »

deux parties. La réunion du conseil vise aussi à faire une mise à jour du projet de règlement obtenu récemment avec l'autre syndicat de la section 5500 d'OC Transpo représentant 140 employés et écartant une autre grève qui aurait pu être déclenchée dès le 23 décembre.

Le CEPEO s'entend avec les grévistes

Une entente est survenue hier soir entre le Syndicat uni des travailleurs (STU), représentant les grévistes d'OC Transpo, et le Conseil des écoles publiques de

l'Est de l'Ontario (CEPEO), concernant le transport des élèves touchés par le conflit de travail. Si la grève se poursuit au-delà du 6 janvier, le CEPEO pourra mettre de l'avant son plan de contingence afin de conduire les 3000 élèves le matin et le soir. Pour se faire, les élèves devront se rendre à des points d'embarquement qui seront spécifiés ultérieurement. L'horaire des classes sera modifié à partir du 6 janvier, soit de 10 h 00 à 16 h 30. Les parents devront toutefois continuer de conduire leurs enfants à l'école jusqu'au 5 janvier.

LEDROIT

SOMMAIRE

Actualités	20	Mots croisés	35
Arts	29	Mot mystère	38
Citation secrète	39	Nécrologie	42
Économie	25	Petits bonshommes	35
Forum	18-19	Petites annonces	36
Gratton	8	Sudoku	28
Horoscope	35	Sports	44
Loteries	10	Statistiques	47
Mode de vie	34		

LeDroit

POUR COMPRENDRE LE MONDE

MÉTÉO abitibi bowater



Ensoleillé avec passages nuageux. 40% de probabilité d'averses de neige en après-midi.
Plus de détails en page : 46

COMMENT NOUS JOINDRE ?

Renseignements généraux
613 562-0111

Nos adresses
47, rue Clarence
Pièce 222
C.P. 8860, Succ. T
Ottawa (Ontario)
K1G 3J9

Promenades de l'Outaouais
C.P. 82050
Gatineau (Québec)
J8T 8E1

Poste Canada no de convention : 455180

Nouvelles
613 562-0333
Télécopieur : 613 562-7539
nouvelles@ledroit.com

Abonnements et livraison du journal
613 562-0555
1 800-267-6961
tirage@ledroit.com
www.cyberpresse.ca/abonnement
Lundi au vendredi : 6 h - 17 h
Samedi : 7 h - 12 h

Publicité (annonces commerciales)
613 562-7747
Télécopieur : 613 562-7572
Lundi au vendredi : 8 h 30 à 16 h 30

Petites annonces
613 562-0222
1 800-267-9555
Télécopieur : 613 562-7782
Lundi au vendredi : 8 h - 19 h
Samedi : 9 h - 12 h
petitesannonces@ledroit.com
necrologie@ledroit.com

Quand le malheur des uns fait le bonheur des autres

La grève d'OC Transpo permet l'éclosion d'un réseau de covoiturage



par **Kristina Brazeau**

[Voir tous les articles de Kristina Brazeau](#)

Article mis en ligne le 17 décembre 2008 à 22:59

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Le malheur des uns fait parfois le bonheur des autres. Alors que la ville d'Ottawa est paralysée par la grève d'OC Transpo, le Réseau de Covoiturage attire de nombreuses recrues, avec 146 nouvelles inscriptions depuis une semaine. Opéré par Covoiturage Montréal inc., le réseau est disponible à travers le Canada et bientôt aux États-Unis.

Les gens n'ont qu'à s'inscrire au www.covoiturage.ca et entrer leur trajet. Le système fait alors une recherche à travers tous les membres et propose un partenaire de covoiturage. Ils peuvent ensuite entrer en contact. Le Réseau de Covoiturage n'intervient pas.

Selon le président et cofondateur du réseau, Pier-Olivier Girard, le système se veut un complément au transport en commun.

«On ne veut pas faire concurrence au transport en commun. On veut être complémentaire. Les gens peuvent se rendre à un stationnement incitatif pour le transport en commun en faisant du covoiturage et ensuite prendre le transport en commun, explique-t-il. Ça peut aussi être une solution à court terme (en ce qui a trait à la grève).»

Selon M. Girard, le service peut aussi aider ceux pour qui le transport en commun ne fonctionne tout simplement pas. «Le Réseau peut aussi venir en aide à ceux pour qui le transport en commun n'est pas utile. Par exemple, à Montréal, certains parc industriels sont loin de la ville et le transport en commun ne s'y rend pas», poursuit-il.

Alors que la grève sévit à Ottawa, Pier-Olivier Girard croit que le covoiturage s'avère une excellente alternative pour les citoyens.



Selon le président et cofondateur du réseau, tout le monde trouve son compte dans le covoiturage, tant les conducteurs que les passagers. Photo : Archives

«Tout le monde y trouve son compte, que ce soit le conducteur qui reçoit une contribution financière ou le passager qui ne veut pas nécessairement conduire dans de mauvaises conditions routières», explique-t-il, en ajoutant que lorsqu'on l'essaye, on l'adopte.

Le site Web propose aussi un calculateur des frais d'utilisation de votre véhicule et ce, pour chaque province. Il suffit de choisir la province et le calculateur indique les coûts fixes selon une moyenne annuelle de 25 000 km.

En Ontario, le prix du permis de conduire s'élève à 15\$ par année, tandis que l'immatriculation en coûte 74\$. Les assurances (selon une prime moyenne annuelle) sont estimées à 1290\$, les coûts d'entretien approximatif par mois, à 95\$, et les coûts de propriété (financement et dépréciation), à 380\$ par mois. Le total s'élève donc à 7079\$ annuellement, soit 0,28\$ du km parcouru.

Vous pouvez aussi inscrire le type de véhicule, le prix du litre d'essence, le nombre de kilomètres parcourus et les frais quotidiens, par exemple de stationnement, tout ça pour une estimation plus précise.

Le calculateur démontre aussi la réduction de CO2 par passager ainsi que l'argent économisé si vous adoptez le covoiturage.

Par exemple, une personne qui pratique le covoiturage à deux, sur une base quotidienne, peut économiser un minimum de 2500 \$ par année. Il peut aussi diminuer ses émissions de gaz à effets de serres de 1,8 tonne de CO2 annuellement.

Le Réseau offre aussi un programme pour les entreprises et les institutions, qui gagne en popularité selon M. Girard.

«On ne veut pas faire concurrence au transport en commun. On veut être complémentaire.»

- Pier-Olivier Girard, président du Réseau de Covoiturage

FORUM

Éditorial

La démesure



PIERRE BERGERON

obergeron@ledroit.com

Tout conflit de travail est un rapport de forces. Le retrait de l'offre de travail par l'exercice du droit de grève est une mesure exceptionnelle dont les conséquences peuvent être incalculables pour des travailleurs, leurs employeurs ou pour le public en général. On sait quand ça commence; on ne sait jamais comment ça finit. Encore faut-il que ceux qui en paient le prix aient les moyens ou les leviers pour en infléchir le cours ou y mettre fin.

Le cas de la grève à OC Transpo est un exemple concret de la démesure du moyen par rapport à sa conséquence et de l'incapacité des personnes ou des groupes affectés de faire valoir le bon sens. C'est pourquoi la Ville d'Ottawa doit tout faire en son pouvoir pour régler ce conflit tout en utilisant tous les moyens à sa disposition pour faciliter son fonctionnement durant ce conflit.

8000 - 81-81

Il en va par exemple des règlements sur le stationnement et l'utilisation des voies réservées au transport en commun. Il en va de toutes les alternatives de transport que doivent utiliser les citoyens. Il est également de la responsabilité de la société civile de restreindre l'utilisation des piquets de grève pour gêner encore davantage le bon fonctionnement de la société comme on l'a vu à l'hôtel de ville d'Ottawa. N'oublions pas qu'il est ici question d'un rapport de force dont les citoyens font les frais, à leur corps défendant.

Paralyser le fonctionnement normal d'une société dans une période difficile de l'année et dans une conjoncture économique catastrophique est une décision dont les conséquences dépassent, et de beaucoup, les inconvénients qu'elle provoque. La grève des chauffeurs d'OC Transpo ne peut être comparée à l'exercice de moyens de pression qui se traduisent par de l'inconfort, de l'impatience ou de la contrariété. Elle cause beaucoup plus que des ennuis. Elle déséquilibre le fonctionnement toujours fragile d'une agglomération qui ne peut fonctionner adéquatement sans ses services essentiels... dont le transport en commun est l'un des principaux.

OC Transpo n'est pas Wal-Mart. C'est un service public

que se sont donnés et que se payent les citoyens. En débrayant, les 2300 chauffeurs ont collectivement manqué de jugement et infligé à leurs concitoyens un sort qu'il ne méritent pas et dont ils sont les victimes non consentantes.

On a souligné qu'Ottawa épargnait 3 millions \$ par semaine de grève. Il serait tout aussi indécent de la part de la Ville de faire durer le conflit parce qu'elle épargne des millions \$.

Pour l'instant, les seuls qui peuvent parler au nom de la population sont les élus. Les seuls qui doivent régler ce conflit sont les élus. C'est pourquoi il est normal que le maire soit le seul porte-parole et que les conseillers suivent la consigne du silence. Montrer un front divisé à «l'adversaire», c'est affaiblir sa position et ses moyens. La sortie du conseiller Clive Doucet pour demander l'arbitrage est un geste malheureux dans les circonstances.

Par contre, le maire O'Brien n'a pas servi sa cause en mentionnant la question de la sécurité pour justifier la position de la ville sur la gestion des horaires de travail.

Discrédit

La démesure entre la fin et le moyen est telle que les chauffeurs d'autobus ne remportent jamais la bataille de l'opinion publique. Ils se sont déjà discrédités aux yeux de la population. Il est temps que les deux parties se mettent carrément en mode solution plutôt qu'en mode conflit. Soit disant pour une question d'horaires de travail.

Les organismes de charité dont les campagnes risquent d'écoper, les travailleurs mis à pied pour cause de ralentissement économique, les moins nantis, les mères monoparentales, les personnes âgées ou les étudiants qui ne peuvent se déplacer sont autant de dommages collatéraux d'un conflit «légal» dans un service essentiel, mais dont l'outrance est nettement disproportionnée par rapport à sa justification. Le déséquilibre entre le débrayage et ses conséquences sociales, économiques ou autres n'est plus acceptable.

Les citoyens ont payé assez cher le droit d'une faible minorité à leur retirer un service essentiel. Assez de perturbations, d'inconvénients, d'inconforts et de contrariétés; assez de rendez-vous annulés, d'examens ratés, d'opportunités manquées, d'emplois perdus. Un peu de bon sens peut-être?

LeDroit

DIRECTION GÉNÉRALE
Président et éditeur Jacques Pronovost
Adjointe admin. Véronique Harrington
Promo./ Communications
Thalie Tremblay

ADMINISTRATION ET FINANCES
Dir. finances et admin. Patrice Bellehumeur
Contrôleur financier Sara Gaulin
Coord. services admin. et paie
Maurice Piché/Lynne Bazinet

BUREAU
CASIER F

R
R
C



cyberpresse.ca

Publié le 18 décembre 2008 à 05h00 | Mis à jour à 05h00

L'exemption religieuse



Pierre Foglia
La Presse

Six familles de Granby qui s'opposent au cours d'éthique et de culture religieuse (ECR) ont envoyé, ce lundi, une mise en demeure à l'école secondaire Joseph-Hermas-Leclerc (Granby) pour qu'elle annule l'avis de suspension remis à leurs enfants...

Ça n'a l'air de rien comme petite nouvelle, mais vous n'avez pas fini d'entendre parler du joyeux bordel qu'elle annonce. Mais d'abord rappeler que ce cours d'ECR remplace, depuis la rentrée, au primaire comme au secondaire, le cours de religion traditionnel par un cours de culture religieuse qui ouvre sur toutes les croyances plutôt que

sur la seule religion catholique, ou protestante, ou évangélique, ou juive. Notons encore que les cours d'ECR ne sont sanctionnés par aucun examen mais sont à fréquentation obligatoire.

On imagine bien que les cathos ne sont pas contents. Les évangéliques non plus. Les juifs non plus. Le plus drôle, enfin drôle, c'est que les laïcs, et j'en suis, s'élèvent aussi contre ce cours donné n'importe comment par des profs mal préparés, qui font l'apologie d'une spiritualité fourre-tout. On y reviendra, mais pour l'instant ce n'est pas le problème.

Le problème, ce sont ces milliers de demandes d'exemptions provenant de parents catholiques et protestants, pour la plupart membres de la Coalition pour la liberté en éducation, exemptions qui ont été toutes refusées.

Un cas devant les tribunaux, à Drummondville, un cas qui sera entendu au printemps. Un procès très attendu qui va donner le prétexte de refaire 10 fois le débat de la religion à l'école, bien du plaisir.

En attendant, à Granby, on est en train de déraiper. Granby, où l'on compte de nombreux évangélistes, a reçu plus que sa part de demandes d'exemptions. Une centaine pour la seule commission scolaire de Val-des-Cerfs. Là comme ailleurs, elles ont été refusées. Là comme ailleurs, les parents se sont pliés à la décision des commissaires. Sauf six familles. C'est ici que ça dérape. Un peu à cause de ces familles. Mais aussi la faute de l'école secondaire Joseph-Hermas-Leclerc et de son très rigoureux code de vie, qui établit qu'un élève qui foxe quatre cours obligatoires est suspendu une journée (à l'interne), huit cours, une semaine de suspension ou

quelque chose du genre, jusqu'à l'expulsion définitive.

Sept élèves risquent l'expulsion définitive. D'abord et avant tout à cause de l'entêtement de leurs parents. J'ai envie d'aller leur donner une conférence. Regardez, monsieur, madame Chose, j'ai envoyé ma fille étudier à Regina-Assumpta, d'où elle est revenue aussi athée que moi?; c'est pas à l'école que ça se passe. C'est pas une heure et quart de culture religieuse qui va changer quoi que ce soit.

Ils ne m'écouteront pas. D'autant moins que l'expulsion de leurs enfants sert grandement leur démarche.

Et l'école, pas plus brillante de leur donner ce qu'ils cherchent?: de la visibilité médiatique, en appliquant aveuglément le règlement. Il fallait refuser les demandes d'exemption?; mais pour ce qui est des sanctions, était-ce bien nécessaire d'aller au front?? N'y avait-il pas moyen de créer un comité qui chargerait un sous-comité d'examiner la question des sanctions et de renvoi en renvoi pour cause de congés pédagogiques, de se rendre cahin-caha jusqu'au procès de Drummondville??

Vous savez ce qu'est la casuistique?? L'art très jésuite de faire complaisamment concorder principes et vie quotidienne. Depuis peu, on appelle cela aussi des accommodements raisonnables.

L'INTELLIGENCE DES OISEAUX ? Ici, on a eu en pluie cette bordée de la semaine dernière qui a mis tout Montréal de mauvaise humeur. Ici pas de trottoirs glacés, il est vrai, pas de trottoirs du tout. Et ce matin de la neige, mais pas trop, et légère. Pour l'instant un hiver comme j'aime.

Les chevreuils, déjà à court, viennent gratter sous les pommiers sauvages. On n'entend plus les coyotes et pour ce qui est des oiseaux, rien que le commun du volatile, le geai, le junco, le tout venant bruant, l'ordinaire sittelle, la banale mésange, même le cardinal me semble moins rouge qu'avant, et jamais, m'entendez-vous, jamais de pélican.

Dans le dernier numéro de la revue Québec Oiseaux, dans un article sur l'intelligence des oiseaux de Louis Lefebvre, éthologue et prof à McGill, on lit ? je résume ? que l'intelligence des oiseaux est relative à la grosseur de leur cerveau (pas toujours mais bon, en règle générale) et que la grosseur de leur cerveau est, elle, relative à l'innovation dont doit faire preuve cet oiseau pour se nourrir.

Je me demande s'il n'en va pas ainsi aussi de l'Homme et de sa fiancée. En tout cas, chaque fois que suis revenu d'Inde, du Pakistan, de Chine, du Vietnam, d'Irak, de Syrie, d'Iran, à une certaine époque du Mexique, ou de la Colombie, chaque fois que je revenais au Québec après quelques semaines passées dans ces pays où, pour la majorité de la population, se nourrir et nourrir sa famille est un défi quotidien, chaque fois, comparés à ces gens allumés par leur lutte quotidienne pour survivre, dieu que je ne nous trouvais éteints.

Mais bon, là, ça ce voit moins avec toutes ces belles lumières de Noël.

French schools get yellow bus go ahead

By Joanne Laucius December 17, 2008

OTTAWA—More than 3,000 high school students in the French public school board who rely on OC Transpo will be able to take yellow buses if the drivers' strike drags on past Jan. 5 — and other school boards may announce similar plans.

The Amalgamated Transit Union has agreed that its members will not picket the schools or places where students might be picked up, the French board said yesterday. The deal with the union was the stumbling block in a contingency plan that would offer alternate transportation to the more than 12,000 students from Grade 7 to Grade 12 that use public transit.

The plan, developed in 2005, was never put into operation because the firms that operate the yellow buses feared the picketing could place students in an unsafe environment.

None of the three other school boards have announced plans to use yellow buses yet. However, they all belong to the same school bus consortium, and have said they would use school buses if they got written agreement from the union.

Meanwhile, the French board said the plan will only go into effect on Jan. 6, and parents will be responsible for getting their children to school until then.

The plan also requires the French board to change secondary school hours to 10 a.m. to 4:30 p.m. because the school bus drivers will conduct the contingency plan routes following their other assigned routes. Other schools boards have said they are in negotiations with teachers' unions to allow for a change in school hours.

Students are to be picked up and dropped off at locations to be announced later.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

Carleton approves design for showpiece building

By Joanne Laucius December 17, 2008

OTTAWA—Carleton University's board of governors has approved the final design for a \$30.4 million building that will be one of the university's most ambitious and visible projects.

The 96,000-square-foot "canal building" will be located between the Mackenzie Building and Colonel By Drive. It will eventually be home to a number of new programs, including biomedical engineering and science; energy engineering and aerospace engineering. It will also offer space for graduate students.

Construction is set for March and the building is slated for completion by September 2010.

Approval of the design, a collaboration between Toronto's Moriyama & Teshima, which designed the University of Ottawa's Desmarais building and the Ottawa firm of Griffiths Rankin Cook Architects, is latest step in a process that began October 2006, when the university announced plans for its largest construction project ever, a 240,000-square-foot building.

The \$71-million project, to be built over an O-Train station on campus, was to be designed by Raymond Moriyama, whose work includes the Ontario Science Centre and the Canadian War Museum.

But the plan was dropped last December after the train deal was cancelled. The university looked for other ways to build much-needed new space, settling on dividing the project in two, said Darryl Boyce, Carleton's assistant vice-president of facilities management and planning.

The canal building will be the first of the two projects, with the 140,000-square-foot "river building" to be constructed later between the Steacie Building and the Rideau River. Mr. Moriyama is to take the lead on the river building, which has been delayed by site-plan approval, Mr. Boyce said.

On Wednesday, architect Alex Rankin told the board of governors the new projects were "an opportunity to showcase two visible buildings on the campus."

The canal building will feature aluminum panels and glass curtain walls facing Colonel By Drive and has a number of green features, including the possibility of adding solar cells to the glass walls.

"We believe this can be a very exciting landmark on campus," Mr. Rankin said.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

'Snow-mageddon' expected to blanket Ottawa region

Storms to dump 40 centimetres of snow on city, weather watchers say

By Graham Hughes December 18, 2008 5:00 AM



Linda Tremblay, at front, and Judy McIntyre put their cross-country skis to the test

at a bridge at Britannia Conservation Area yesterday.

**Photograph
by : Wayne
Cuddington,
The Ottawa
Citizen**

Watch out, Ottawa.

Two snowstorms forecasted by Environment Canada to hit the city tomorrow and Sunday have the weather agency suggesting that we may be headed for "snow-mageddon."

"Environment Canada is generally not prone to exaggeration unless there is deemed to be a real threat," the agency said in a statement issued at 10:19 a.m. yesterday.

The forecasted storms, which Environment Canada said would hit most of southern Ontario, are expected to bring another 40 centimetres of snow to the Ottawa region, where eight centimetres fell yesterday.

To date this year, Ottawa has recorded a snowfall of 55.8 centimetres, although much it was washed away by Monday's rain and warm temperatures.

The coming storms will also be accompanied by plunging temperatures and high winds.

"Mother nature from time to time will line up a near perfect set of conditions that generate a series of significant events" read the weather agency's statement. "That time appears to be the coming week or so for many portions of southern Ontario in the form of snow storms."

Geoff Coulson, an emergency preparedness meteorologist with Environment Canada, advised anyone with Christmas travel plans to keep a close watch on the forecast.

"Friday's kind of interesting," Mr. Coulson said. "We've seen a bit of variation in how the computer models are handling it, this is another one where the final track determines how severe the event is going to be."

Indications are that the heavier amounts of snow -- about 10 centimetres -- will be along the north shore

of Lake Ontario, and up through the Kingston area, he said. Lesser amounts could fall in Smiths Falls and Ottawa.

Tomorrow's snow will begin in the late morning here, with most of the fall on the ground by 7 p.m., he said.

"The other system we're definitely keeping an eye on will appear on Sunday," Mr. Coulson said.

It's another storm the various computer programs are having trouble pinning down, but "it's a very, very intense system," he said.

The amount of snowfall has not been specified, but it looks like what falls will be blown around by the expected high winds.

"It could be one of these events where the visibility itself could turn out to have just as significant an impact on travel as the amount of snowfall itself."

The total accumulation of yesterday's, tomorrow's and Sunday's storms could exceed 50 centimetres in some areas, Environment Canada said.

The cumulative effects of these three storms will make travel over the pre-Christmas period very difficult at times.

"Folks at the weather centre are quite aware that this weekend is a very big getaway time for folks with school-age children, with the last day of school being this Friday," Mr. Coulson said.

"Keeping an eye on the weather forecasts at this time of year is essential, because you can pick those better drive days if you've got a bit of flexibility in your travel schedule."

Saturday looks like a good travel day, although Sunday and Monday could be problematic, he added. Tuesday also looks good for road travel.

He reminded people that these storms are very large and could affect things like air travel to the eastern seaboard or to major travel hubs.

At the Ottawa airport, spokeswoman Krista Kealey said the authority expects an average of 10,000 departures a day during the holiday period.

"The really big days for departures are Dec. 22, 23 and 26," Ms. Kealey said. Those days could see 10,000 to 12,000 departures each.

The other days during the holiday period typically see 8,000 to 10,000 departures, but "there's no doubt we'll be seeing departure levels start to ramp up this weekend," she said.

Arrivals are roughly equal to departures, Ms. Kealey added.

On a regular day there are about 6,000 arrivals and 6,000 departures.

As always, it's a good idea to check with your airline before heading to the airports because, while the weather may be OK in Ottawa, the airline hubs in Toronto and the U.S. may have troubles that affect

travel across the continent, she said.

On a cheerier note, Mr. Coulson said that not only will Ottawa have a white Christmas thanks to the current and forthcoming snowfalls, there appears to be a good chance for snow flurries on Christmas Day.

However, those snow flurries might be the tail end of another storm that could strike Christmas Eve, Mr. Coulson noted.

"We seem to be in a pattern that gives us a day or day-and-a-half to recover from storms," he said.

- - -

Read up-to-date weather information for the Ottawa area at ottawacitizen.com

© Copyright (c) The Ottawa Citizen



Linda Tremblay, at front, and Judy McIntyre put their cross-country skis to the test at a bridge at Britannia Conservation Area yesterday.